

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 23/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTAL E&P France

Rte de Bayonne
RD 817
64170 Lacq

Références : DREAL/2025D/5959
Code AIOT : 0005202609

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement TOTAL E&P France implanté Usine de Lacq Rte de Bayonne RD 817 64170 Lacq. L'inspection a été annoncée le 11/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, a été réalisée dans le cadre de l'instruction du dossier de récolement des travaux de réhabilitation du lot CB, transmis le 2 juillet 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL E&P France
- Usine de Lacq Rte de Bayonne RD 817 64170 Lacq
- Code AIOT : 0005202609
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis 2005, la société TotalEnergies EP France (TEPF) a annoncé l'arrêt de ses activités d'extraction et de traitement de gaz naturel avec une échéance fixée au 31/12/2013. Les installations concernées pouvant soit être reprises par de nouveaux exploitants soit être démantelées. Dans ce dernier cas, les zones faisant l'objet de travaux de démantèlement devaient être remises en état.

Dans ce cadre, la société RETIA a reçu une délégation de maîtrise d'ouvrage de TEPF pour procéder aux travaux de réhabilitation du lot CB, situé au sein de la plateforme Induslacq (64).

En juillet 2022, la société RETIA a remis un plan de gestion qui expose, pour le lot CB de la plateforme Induslacq, les données de diagnostic de l'état du site, des propositions de gestion et une analyse des risques résiduels prédictive après travaux sur le site afin de vérifier la compatibilité du site avec l'usage futur. Les travaux de réhabilitation du lot CB ont été encadrés par arrêté préfectoral complémentaire n°2609/2023/02 du 01/02/2023.

Historiquement, le lot CB comprenait trois anciennes zones d'activités axées sur le traitement du soufre naturellement présent dans le gaz brut exploité, à savoir la désulfuration (unités T et FW) et l'usine à soufre (unités US). Le site abritait également le stockage d'eaux de gisement, des chaudières, des incinérateurs, des réseaux enterrés inactifs, ainsi que des réseaux actifs et pérennes traversant le site.

Le lot CB couvre une superficie d'environ 9,1 hectares et est situé dans la partie centrale de la plateforme industrielle Induslacq. L'emprise technique des travaux était délimitée par une tranchée périphérique, principalement à l'intérieur de l'emprise foncière du lot CB. Il est à noter que certaines zones n'ont pas pu faire l'objet de travaux en raison de la présence de servitudes (réseaux actifs) ou de leur localisation en dehors des zones de tranchées définies.

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remise d'un mémoire de fin de travaux	Arrêté Préfectoral du 01/02/2023, article 8	Sans objet
2	Réhabilitation ou remise en état	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de réhabilitation du lot CB de la plateforme Induslacq ont été réalisés conformément aux mesures prescrites par l'arrêté préfectoral n°2609/2023/02 du 01/02/2023.

Néanmoins, quelques précisions sont attendues sur les points suivants :

- les références des parcelles cadastrales du lot CB
- les terres du lot CB en cours de bio-traitement sur le lot CC
- l'origine de certains lots de matériaux utilisés pour le remblaiement des fouilles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise d'un mémoire de fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2023, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Réhabilitation suite à l'arrêt définitif d'une ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse au préfet, sous 6 mois après l'accomplissement des mesures prévues dans son plan de gestion complétées par celles du présent arrêté, un mémoire descriptif des travaux exécutés.</p> <p>Le mémoire doit comporter la description précise des travaux réalisés et doit être accompagné de tous les justificatifs attestant de leur bonne exécution, notamment lorsque la vérification de ceux-ci n'est pas possible de visu.</p> <p>Le mémoire comprendra notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un descriptif des travaux réalisés ; - les résultats des analyses libératoires ou de pré-réception réalisées en application des articles 5.1.1 et 5.2 ; - un état récapitulatif des matériaux impactés évacués du site avec les bordereaux d'élimination en application de l'article 6.1 ; - un état récapitulatif de la nature de la qualité et des quantités de matériaux de comblement utilisés en application de l'article 6.3 ; - la synthèse de surveillance des rejets des eaux de surface en application de l'article 6.4 ; - un état récapitulatif des déchets évacués du site avec les bordereaux d'élimination en application de l'article 6.5 ; - la synthèse de surveillance des eaux souterraines et des propositions relatives au suivi quadriennal de la qualité des eaux souterraines en application de l'article 7.1. - l'analyse des risques résiduels en application de l'article 9.1.
<p>Constats :</p> <p>Le Dossier de récolement des travaux de réhabilitation du lot CB, transmis par RETIA le 2 juillet 2025, contient l'ensemble des éléments requis par cette prescription.</p> <p>Il inclut notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le descriptif des travaux réalisés, • Les résultats des analyses libératoires ou de pré-réception réalisées, • Les quantités de déchets évacués et les filières de traitement, • Les quantités réemployées et les apports extérieurs pour le comblement des fouilles, • Les analyses et données de gestion des eaux de surface et de fond de fouille, • La cartographie des teneurs résiduelles, • L'analyse des risques résiduels. <p>Le dossier n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection. Néanmoins, certaines précisions ont été demandées à l'exploitant, par mail du 09/07/2025. Elles sont reprises ci-après.</p>

Le dossier de récolement des travaux de réhabilitation du lot CB a fait l'objet d'une instruction par l'inspection des installations classées et de contrôles par sondage des justificatifs associés. Un PV de récolement sera établi dès réception des compléments demandés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection les éléments suivants :

- **Parcelles cadastrales du lot CB**

La liste détaillée des parcelles cadastrales correspondant au périmètre du lot CB, afin de permettre leur intégration dans le procès-verbal de récolement.

- **Biotraitement en cours sur le lot CC**

Les informations relatives aux terres, issues du lot CB, actuellement en cours de biotraitement sur le lot CC, incluant :

- La durée estimative restante du traitement pour atteindre les objectifs fixés,
- La destination envisagée de ces terres après traitement.

- **Origine des matériaux de remblaiement**

Des précisions sur la provenance des matériaux désignés comme « matériaux sains issus de chantier RETIA extérieur CB » utilisés pour le remblaiement des fouilles : nature exacte de ces matériaux, localisation des chantiers d'origine, et critères de caractérisation de leur qualité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réhabilitation ou remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1

Thème(s) : Risques chroniques, Réhabilitation après cessation d'activité

Prescription contrôlée :

[...]

VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

[...]

Constats :

Les terrains sont dans l'ensemble conformes aux objectifs, mais des concentrations résiduelles localement supérieures aux seuils de l'AP n°2609/2023/02 sont présentes en limite technique du chantier.

En zone non saturée :

- Une zone résiduelle impactée en mercure avec des teneurs allant jusqu'à 710 mg/kg MS (pour un seuil fixé à 30 mg/kg MS) a été découverte entre « Eau de gisement » et T12, due à des contraintes techniques (servitude rack aérien pérenne).
- Des dépassements ponctuels en mercure sont aussi notés en limite nord de US7 (57 mg/kg MS) et T10 (34-56 mg/kg MS).
- Un dépassement ponctuel en plomb (4 500 mg/kg MS pour un seuil fixé à 1 500 mg/kg MS) est présent en limite technique est du secteur US11.
- Un dépassement ponctuel en chrome (278 mg/kg MS pour un seuil fixé à 200 mg/kg MS) est noté dans un sondage hors emprise technique de terrassement en T10.

En zone de battement de nappe :

- Deux dépassements en HCT C16-C40 (2 596 mg/kgMS et 2 435 mg/kgMS, seuil AP : 2 000 mg/kgMS) sont localisés en limite technique de servitude de la fouille FW8-G1 (caniveau électrique entre FW7 et FW8).

Gaz du sol :

- Une campagne de prélèvement de gaz du sol (janvier 2025) a montré des concentrations faibles en BTEX, COHV et des teneurs significatives en hydrocarbures (principalement C6-C8) au niveau de l'ouvrage F6Pza10 sur FW8, en raison de limites techniques.
- Les autres composés recherchés (Naphtalène, Benzène, Ethylbenzène et mercure) sont inférieurs aux limites de quantification.

L'analyse des risques résiduels (décrite au Chapitre 8.1.4 du mémoire) conclut que les concentrations résiduelles mesurées après les travaux sont compatibles du point de vue sanitaire avec les usages futurs envisagés, à savoir :

- Un usage industriel de bureaux en intérieur dans un bâtiment sans sous-sol.
- Un usage industriel en extérieur.
- Un usage de voiries et espaces verts.

L'analyse des risques résiduels n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

Les ouvrages enterrés résiduels incluent :

- le réseau hydrocarbure actif (eau bio) en partie sud ;
- des tronçons de réseaux et câbles en limites techniques / dans des servitudes de réseaux actifs (y compris sous le rack actif) ;
- des câbles électriques au sud ;
- des résidus de massifs / ouvrages bétons en limites techniques / dans des servitudes de réseaux actifs ;
- des massifs bétons sous la cote d'objectif de terrassement ou à proximité d'ouvrages actifs.

La présence potentielle d'ouvrages (massifs bétons ou réseaux) sur les zones non excavées est possible.

Les ouvrages résiduels enterrés connus sont présentés sur le plan en Annexe 13 du dossier de récolement.

À l'exception du rack aérien supportant des réseaux actifs, l'inspection a pu constater pendant la visite que toutes les installations de surface ont été évacuées et l'ensemble des équipements et du matériel de chantier a été replié.

Deux stocks de bétons conformes (B-20/150-SN de 1 644 m³ et B-0/20-SN de 2 310 m³) ainsi qu'un stock de sables conforme (Sa-A2 de 340 m³) sont présents sur le secteur « Eaux de gisement ».

L'utilisation de ces matériaux est prévue dans le cadre de la réhabilitation des autres lots de la plateforme.

L'inspection a constaté la présence de nombreux piézomètres sur le lot CB et en amont hydraulique du lot. Les piézomètres existants avant travaux et ceux installés post-travaux pour le suivi de la qualité des eaux sont protégés et accessibles.

L'inspection a également constaté la mise en place d'une barrière de protection (type grillage à poule) autour du lot CB afin de limiter l'implantation d'espèces animales de type batraciens et ainsi permettre l'implantation de nouveaux projets industriels sur ce lot.

Type de suites proposées : Sans suite